

Collectif national Stop Démolitions



Aux signataires du contrat de législature du Nouveau Front Populaire

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes le collectif « stop aux démolitions », regroupant plus de 80 collectifs locaux et régionaux, ainsi que des associations nationales de locataires, la CNL, le DAL... et faisons partie du Collectif « VIVE LES HLM. »

Le Contrat de législature du Nouveau Front Populaire que nous avons lu a retenu notre attention.

Nous nous réjouissons notamment de votre mise en avant de la défense du droit au logement ainsi que de la prise en compte du défi climatique et d'un certain nombre d'engagements que vous avez pris concernant le logement.

Nous partageons, en effet, le bien-fondé de ces engagements qui vont dans le sens de notre combat. Et c'est pour cette raison que nous vous alertons : il est possible et nécessaire de réhabiliter immédiatement des centaines de milliers de HLM, reconnus de grande qualité par de très nombreux architectes, alors qu'ils ont été voués à la démolition par la politique poursuivie par l'ANRU et les gouvernements précédents : il faut arrêter de les démolir, il faut les entretenir et les réhabiliter ainsi que les quartiers, sans démolitions pour répondre aux besoins urgents de la population ainsi qu'au défi climatique.

En effet, réhabiliter est une meilleure solution que de démolir, à plusieurs titres :

- d'un point de vue économique car cela coûte 2 à 3 fois moins cher que de démolir et reconstruire. Il est plus rapide de rénover que de démolir et reconstruire et notre pays a un besoin urgent de logements sociaux.
- d'un point de vue social, c'est le droit à un logement, un cadre de vie et à un quartier de qualité dans le respect de la diversité pour tous les citoyens.
- d'un point de vue écologique, dont celui du réchauffement climatique et du coût carbone des démolitions /reconstructions, et aussi d'un point de vue environnemental.
- d'un point de vue architectural, patrimonial et urbanistique

En outre, cette politique de démolition accroît l'immense déficit de logements sociaux. Elle obéit le plus souvent à une logique et une politique avec lesquelles il est nécessaire de rompre. La reconstruction de logements non abordables pour une grande majorité de la population est en total décalage par rapport aux besoins réels du pays alors que plus de 70% de la population est éligible aux HLM.

Le financement des démolitions, assuré aujourd'hui par le 1% logement, doit à l'inverse être utilement réaffecté à la construction et à la rénovation réhabilitation des logements et des quartiers.

Nous demandons donc que tous ces logements soient rénovés et pour les locataires déplacés s'ils le souhaitent d'être relogés sur place. C'est pourquoi, nous disons qu'il est indispensable de réviser de manière fondamentale la politique conduite jusqu'à présent par l'ANRU. **Nous demandons d'établir un arrêt immédiat de toutes les démolitions ANRU ou autres qu'elles soient déjà programmées ou en projet.**

C'est pour cela que nous vous invitons à prévoir à l'instar des mesures urgentes de votre programme dont celles de la réquisition de logements et le moratoire pour les grands projets d'infrastructures autoroutières, un moratoire immédiat aux démolitions permettant de procéder à une rénovation des quartiers existants.

Nous vous demandons d'agir pour que, si le Nouveau Front Populaire dirige le pays, nous puissions sans attendre être reçus et entendus par les ministères en charge du logement et de l'environnement pour permettre que soient prises les décisions conformes à l'intérêt public pour la réhabilitation de ces logements de qualité promue et reconnue par de très nombreux architectes dont des prix Pritzker de l'architecture.

Veuillez agréer, Mesdames et Messieurs, nos salutations militantes

Le 21/06/2024

Le collectif national stop aux démolitions

<https://sites.google.com/view/stop-aux-demolitions-anru>

stop.aux.demolitions.anru@gmail.com